

Flash infos #75



Kristine Kostava / Voix d'Exils

Sous la loupe : Les talibans de retour au pouvoir en Afghanistan / Le HCR retrouve l'accès à des camps de personnes réfugiées au Tigré / Un homme inculpé pour la noyade d'une personne migrante dans la Manche

Les insurgés talibans reprennent le pouvoir en Afghanistan

Le Matin, le dimanche 15 août 2021.

Dix jours après la prise de contrôle de la première capitale provinciale afghane par les talibans, ceux-ci sont entrés dans plusieurs quartiers de Kaboul, capitale du pays. Le président

Ashraf Ghani est parti à l'étranger sans que son régime n'offre de résistance aux talibans, considérant sa fuite comme nécessaire pour éviter une effusion de sang afghan. Ainsi, les talibans, qui se sont emparés du palais présidentiel, reprennent le pouvoir perdu vingt ans auparavant quand ceux-ci avaient refusé de livrer aux États-Unis d'Amérique Oussama Ben Laden, chef d'Al-Qaïda, à la suite des attentats du 11 septembre 2001.

Les insurgés se sont engagés à ne pas se venger des éléments de l'ancien régime*, et insistent sur leur volonté d'un transfert pacifique de pouvoir vers un gouvernement incluant tous les afghans. Peu avant la prise de la ville, la libération de milliers de prisonniers par les talibans a fait craindre que l'ordre public ne soit menacé.

Avec le retrait d'Afghanistan des troupes étatsuniennes et de l'OTAN, ces événements ont marqué l'impuissance du régime afghan et de son armée, pourtant financée depuis vingt ans par les États-Unis d'Amérique.

**Note de mise à jour (19.08.21) : Selon un document confidentiel de l'ONU, les talibans font des recherches et effectuent des « visites ciblées porte-à-porte » pour trouver les individus ayant travaillé pour l'ancien régime ou des forces occidentales. Ces derniers figureraient sur des « listes prioritaires » d'arrestation, malgré la promesse des insurgés de ne pas se venger de ces personnes. (RTS, Les afghans ayant collaboré recherchés par les talibans, 19.08.21)*

Accès aux camps de réfugié·e·s érythréen·ne·s au Tigré à nouveau possible pour le HCR

RTS, le mardi 10 août 2021.

Le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a déclaré avoir à nouveau accès à deux camps de réfugié·e·s érythréen·ne·s dans la région du Tigré en Éthiopie. Un porte-parole de l'organisation a déclaré que de violents affrontements avaient empêché le personnel du HCR d'accéder aux camps d'Adi Harush et de Mai Aini depuis le 13 juillet. L'aide d'urgence a pu reprendre le 5 août. « Cependant, l'accès demeure limité du fait de la situation sécuritaire complexe et instable et les réfugiés continuent de faire face à des conditions de vie difficiles » selon le HCR. L'organisation demande un « passage sûr » pour le transfert des personnes réfugiées des deux camps vers un nouveau site en dehors de la région du Tigré. Le HCR, en collaboration avec d'autres organisations, a également commencé à délivrer des papiers d'identité aux érythréen·ne·s fuyant des camps détruits du nord du Tigré, vers Addis-Abeba.

En parallèle, le Premier ministre Abiy Ahmed a appelé « tous les éthiopiens aptes et majeurs » à rejoindre les forces armées, après neuf mois de conflit avec le Front de libération du peuple du Tigré. Le HCR s'inquiète des récents déplacements forcés en raison des combats dans les régions éthiopiennes bordant le Tigré. Selon l'ONU, environ 170'000 personnes ont été déplacées dans celles-ci. Le HCR constate également une augmentation du nombre de personnes traversant la frontière soudanaise depuis l'Éthiopie. L'organisation recherche des fonds pour venir en aide à 96' 000 réfugié·e·s érythréen·ne·s et 650'000 déplacé·e·s internes dans la région du Tigré et jusqu'à 120'000 réfugié·e·s éthiopien·ne·s dans l'est du Soudan.

Un jeune homme noyé dans la manche

Ouest France, le samedi 14 août 2021.

Un jeune homme d'une vingtaine d'années a été emprisonné

samedi dernier après avoir avoué qu'il était aux commandes d'un bateau qui a fait naufrage dans la Manche, tuant un homme, probablement érythréen. Une autopsie doit encore avoir lieu. Le ministère public a inculpé le jeune homme d'association de malfaiteurs, d'aide à l'entrée illégale, d'homicide involontaire et de mise en danger de la vie d'autrui. Mais il resterait « d'autres auteurs à identifier » liés à ce naufrage, selon le parquet.

Cet homme est la première personne à trouver la mort dans le détroit du Pas-de-Calais en 2021. Selon une agence de presse britannique, 11'000 personnes migrantes ont pu rejoindre l'Angleterre depuis le début de l'année. Un nouveau record a été établi le jour du naufrage, avec 592 personnes interceptées côté Royaume-Uni, selon le ministère britannique de l'intérieur.

La rédaction vaudoise de Voix d'Exils